



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 55.461/2
du 2 avril 2014

advies 55.461/2
van 2 april 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
21 décembre 2006 relatif aux
conditions en matière de
formation et d'expérience
professionnelles, aux
conditions en matière
d'examen psychotechnique
pour l'exercice d'une fonction
dirigeante ou d'exécution dans
une entreprise de gardiennage
ou d'un service interne de
gardiennage et relatif à
l'agrément des formations'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
21 december 2006 betreffende
de vereisten inzake
beroepsopleiding en –ervaring,
de vereisten inzake
psychotechnisch onderzoek
voor het uitoefenen van een
leidinggevende of uitvoerende
functie in een
bewakingsonderneming of
interne bewakingsdienst en
betreffende de erkenning van
de opleidingen'

Le 20 février 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 5 avril 2014 ^(*), sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 2 avril 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 avril 2014.

(*) Par courriel du 21 février 2014.

*

Op 20 februari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 5 april 2014 ^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en –ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 2 april 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 april 2014.

(*) Bij e-mail van 21 februari 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Dans l'alinéa 3, il convient de faire état de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° – et non pas de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° – des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

DISPOSITIF

Article 2

De l'accord du fonctionnaire délégué, mieux vaut :

1° d'une part, dans le texte appelé à remplacer l'article 3, 10°, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 'relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations', remplacer les mots « a suivi de manière ininterrompue une formation de tir tous les six mois » par les mots « a exécuté avec fruit des exercices de tir tous les six mois de manière ininterrompue » ;

2° et, d'autre part, supprimer les mots « tous les 6 mois » dans l'article 23 de l'arrêté royal précité du 21 décembre 2006.

Article 3

Dans la disposition appelée à former l'alinéa 2 de l'article 3, 13°, de l'arrêté royal précité du 21 décembre 2006, on remplacera les mots « à suivre » par le mot « délivrée ».

Article 8

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il y a lieu d'insérer, dans la disposition appelée à remplacer l'article 8, 8°, de l'arrêté royal précité du 21 décembre 2006, avant les mots « ou qu'une demande de renouvellement d'une autorisation de port d'armes a été valablement introduite par l'entreprise qui l'a inscrit aux exercices de tir », les mots « avoir

fourni la preuve qu'il dispose d'une autorisation de port d'armes valable délivrée pour l'exercice d'activités de gardiennage armées pour l'entreprise qui l'a inscrit aux exercices de tir »¹.

Article 10

À lire le texte appelé à former l'article 8, 13°, de l'arrêté royal précité du 21 décembre 2006, une personne qui, au sens de cette disposition, « peut faire appliquer une dispense ou une équivalence attribuée par ou en vertu de la loi » peut prendre part à la formation requise pour l'obtention de l'« attestation de compétence agent de gardiennage – transport transfrontalier ».

Si elle suit cette formation avec fruit, elle est alors en droit d'obtenir l'« attestation de compétence agent de gardiennage – transport transfrontalier ».

Ceci risque de conduire à délivrer cette dernière attestation sans que ne soit respecté l'article 5, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, c), du règlement (UE) n° 1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 'sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro' (ci-après : le règlement (UE) n° 1214/2011), qui soumet l'activité de convoyeur de fonds visée par ce règlement à la condition d'avoir suivi une formation initiale *ad hoc* d'au moins deux cents heures.

Le texte sera revu en conséquence.

Articles 11 et 12

Comme le fait apparaître la disposition par laquelle il remplace l'article 3, 6°, de l'arrêté royal précité du 21 décembre 2006, le projet d'arrêté entend soumettre l'exercice de l'activité de convoyeur de fonds visée par le règlement (UE) n° 1214/2011 à la détention de l'« attestation de compétence agent de gardiennage – CIT » et de l'« attestation de compétence agent de gardiennage – transport transfrontalier ».

Pour respecter l'article 5, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, du règlement (UE) n° 1214/2011, le projet d'arrêté doit garantir que les personnes souhaitant exercer l'activité en question ont, en vue d'obtenir l'une ou l'autre de ces attestations, suivi avec fruit une formation dans des domaines couvrant les matières qu'énumère l'annexe VI du règlement.

Les intitulés des cours qui doivent être suivis, en vertu des dispositions à l'examen, pour obtenir l'« attestation de compétence agent de gardiennage – CIT » et l'« attestation de compétence agent de gardiennage – transport transfrontalier » permettent de considérer que cette condition est remplie pour la majorité des matières indiquées dans l'annexe VI du règlement (UE) n° 1214/2011.

¹ Ceci à l'instar de la version actuelle de cette disposition.

Toutefois, les dispositions à l'examen ne couvrent pas certaines des matières qu'énumère l'annexe VI du règlement (UE) n° 1214/2011. Ainsi en va-t-il de celles qui sont indiquées au dixième, au treizième et au seizième tirets du point 3, ainsi que dans le troisième tiret du dernier alinéa, de ladite annexe.

Le projet d'arrêté sera complété en conséquence.

Article 20

La disposition en projet tend notamment à prévoir que les personnes qui « peuvent faire appliquer une dispense ou une équivalence attribuée par ou en vertu de la loi » sont considérées comme détentrices de l'« attestation de compétence agent de gardiennage – CIT ».

De ce fait, les personnes concernées pourraient prendre part à la formation requise pour l'obtention de l'« attestation de compétence agent de gardiennage – transport transfrontalier » et, si elles suivent cette formation avec fruit, obtenir l'« attestation de compétence agent de gardiennage – transport transfrontalier ».

Ceci risque de conduire à délivrer cette dernière attestation sans que ne soit respecté l'article 5, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, c), du règlement (UE) n° 1214/2011, qui, comme déjà indiqué ², soumet l'activité de convoyeur de fonds visée par ce règlement à la condition d'avoir suivi une formation initiale *ad hoc* d'au moins deux cents heures.

Le projet d'arrêté sera revu pour éviter d'aboutir à ce résultat.

Article 23

En étant rédigée en ce sens qu'elle vise « les personnes ayant réussi, entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2014, la formation de 43 ou 48 heures de cours », la disposition en projet n'identifie pas avec la précision requise les catégories de personnes auxquelles elle est destinée à s'appliquer.

Elle sera revue en conséquence.

Article 24

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, la mention des articles 17, 23 et 24 doit être remplacée par celle des articles 16, 22 et 23.

*

² Voir l'observation formulée sous l'article 10.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het derde lid behoort verwezen te worden naar artikel 84, § 1, eerste lid, 2° - en niet naar artikel 84, § 1, eerste lid, 1° - van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

DISPOSITIEF

Artikel 2

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het beter is:

1° enerzijds, in de tekst die in de plaats zou komen van artikel 3, 10°, van het koninklijk besluit van 21 december 2006 ‘betreffende de vereisten inzake beroepsopleidingen en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen’ de woorden “onafgebroken zesmaandelijks een schietopleiding heeft gevolgd” te vervangen door de woorden “met goed gevolg om de zes maanden onafgebroken schietoefeningen heeft uitgevoerd”;

2° en anderzijds, de woorden “om de zes maanden” te schrappen in artikel 23 van het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2006.

Artikel 3

In de bepaling die het tweede lid van artikel 3, 13°, van het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2006 zou worden, dienen de woorden “te volgen” vervangen te worden door het woord “afgegeven”.

Artikel 8

De gemachtigde ambtenaar stemt ermee in om in de bepaling die in de plaats zou komen van artikel 8, 8°, van het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2006, vóór de woorden “of dat een vernieuwingsaanvraag voor een wapendrachtvergunning werd ingediend

door de onderneming door wie hij voor de schietoefeningen is ingeschreven” de woorden “het bewijs heeft voorgelegd te beschikken over een geldige wapendrachtvergunning voor het uitoefenen van gewapende bewakingsactiviteiten voor de onderneming door wie hij voor de schietoefeningen is ingeschreven” in te voegen.¹

Artikel 10

Volgens de tekst van de bepaling die artikel 8, 13°, van het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2006 zou worden, mag een persoon die, in de zin van die bepaling, “toepassing kan maken van een vrijstelling of gelijkstelling door of krachtens de wet”, de opleiding volgen die noodzakelijk is voor het behalen van het “bekwaamheidsattest bewakingsagent – grensoverschrijdend transport”.

Indien deze persoon die opleiding met succes heeft gevolgd, kan hij aanspraak maken op het “bekwaamheidsattest bewakingsagent – grensoverschrijdend transport”.

Daardoor bestaat het gevaar dat dat laatstgenoemde attest wordt afgegeven zonder dat rekening gehouden wordt met artikel 5, lid 1, alinea 1, c), van verordening (EU) nr. 1214/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 november 2011 “betreffende professioneel grensoverschrijdend transport van eurocontanten over de weg tussen lidstaten van de eurozone” (hierna: verordening (EU) nr. 1214/2011), dat de activiteiten van het bewakingspersoneel van geldtransporten, waarvan in die verordening sprake is, afhankelijk stelt van de voorwaarde dat men “een specifieke initiatieopleiding van ten minste 200 uren gevolgd” moet hebben.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikelen 11 en 12

Zoals blijkt uit de bepaling die in de plaats zou komen van artikel 3, 6°, van het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2006, strekt het ontwerpbesluit ertoe de uitoefening van de activiteiten van het bewakingspersoneel van geldtransporten, bedoeld in verordening (EU) nr. 1214/2011, afhankelijk te stellen van het bezitten van het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent – CIT’ en van het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent – grensoverschrijdend transport’.

Om geen afbreuk te doen aan artikel 5, lid 1, alinea 2, van verordening (EU) nr. 1214/2011, moet in het ontwerpbesluit bepaald worden dat de personen die de desbetreffende activiteiten wensen uit te oefenen, voor het behalen van een van beide attesten, met succes een opleiding gevolgd moeten in verband met de aangelegenheden die opgesomd worden in bijlage VI bij de verordening.

¹ Naar het voorbeeld van de huidige redactie van deze bepaling.

Uit de titels van de cursussen die krachtens de voorliggende bepalingen gevolgd dienen te worden voor het behalen van het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent – CIT’ en van het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent – grensoverschrijdend transport’ kan worden geconcludeerd dat aan die voorwaarde is voldaan voor het merendeel van de aangelegenheden die vermeld worden in bijlage VI bij verordening (EU) nr. 1214/2011.

Een aantal aangelegenheden die opgesomd worden in bijlage VI bij verordening (EU) nr. 1214/2011 komt evenwel niet aan bod in de thans voorliggende bepalingen. Dat geldt voor de aangelegenheden waarvan sprake is in het tiende, dertiende en zestiende streepje van punt 3, alsook in het derde streepje van het laatste lid, van de voornoemde bijlage.

Het ontwerpbesluit behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld.

Artikel 20

In de ontworpen bepaling wordt inzonderheid gesteld dat de personen “die toepassing kunnen maken van een vrijstelling of gelijkstelling door of krachtens de wet” worden beschouwd als “houders van het bekwaamheidsattest bewakingsagent – CIT”.

Aldus zouden de desbetreffende personen de vereiste opleiding kunnen volgen voor het behalen van het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent – grensoverschrijdend transport’ en, indien zij deze opleiding met succes gevolgd hebben, het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent – grensoverschrijdend transport’ kunnen behalen.

Daardoor bestaat het gevaar dat het laatstgenoemde attest wordt afgegeven zonder dat rekening gehouden wordt met artikel 5, lid 1, alinea 1, c), van verordening (EU) nr. 1214/2011, dat, zoals er reeds op is gewezen², de activiteiten van het bewakingspersoneel van geldtransporten, waarvan in die verordening sprake is, afhankelijk stelt van de voorwaarde dat men “een specifieke initiatieopleiding van ten minste 200 uren gevolgd” moet hebben.

Het ontwerpbesluit moet worden herzien teneinde die uitkomst te voorkomen.

Artikel 23

Doordat in de ontworpen bepaling sprake is van “de personen die tussen 1 januari 2007 en 31 december 2014 geslaagd zijn voor de opleiding van 43 of 48 lesuren”, wordt daarin niet voldoende duidelijk bepaald op welke categorieën van personen zij van toepassing is.

Deze bepaling behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

² Zie de opmerking onder artikel 10.

Artikel 24

De gemachtigde ambtenaar stemt ermee in om de verwijzing naar de artikelen 17, 23 en 24 te vervangen door een verwijzing naar de artikelen 16, 22 en 23.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT